

Réforme des retraites : les syndicats se préparent à l'affrontement 🦅

La concertation sur la réforme des retraites aborde le sujet le plus sensible : celui de la hausse de l'âge légal de départ. Alors que l'exécutif a multiplié les déclarations en fin de semaine dernière, les syndicats se réunissent ce lundi au siège de la FSU. La mobilisation n'est pas encore à l'ordre du jour.



La réunion de lancement de la concertation des partenaires sociaux sur la réforme des retraites, le 5 octobre 2022, au ministère du Travail. (Alain JOCARD/AFP)

Par **Leïla de Comarmond**

Publié le 4 déc. 2022 à 16:34 | Mis à jour le 5 déc. 2022 à 7:18

Depuis le début des concertations sur la réforme des retraites, **le 5 octobre**, « ils ont l'habitude de planter le décor » à chaque nouveau cycle de discussion, note un syndicaliste. Pour l'ouverture de la **troisième et dernière** séquence avant la présentation du projet gouvernemental, autour du 15 décembre, l'exécutif a multiplié les prises de

parole : après celle de la Première ministre jeudi soir, puis celle du ministre du Travail vendredi, le président de la République s'est exprimé samedi. Emmanuel Macron a répété sur TF1 que « travailler plus longtemps » était « le seul levier » pour faire face aux « besoins de financement massifs » qui mettent « le système par répartition en danger ». Une analyse que ne partagent pas, loin s'en faut, les syndicats, qui se préparent à l'affrontement.

Le gouvernement a prudemment reporté à la fin de la concertation ce qui constitue le cœur de sa réforme - et une promesse de campagne d'Emmanuel Macron. Il a bien fait car si tout le monde est en définitive resté autour de la table, les échanges s'annoncent tendus avec les organisations de salariés qui seront reçues chacune en bilatérale entre le 7 et le 9 décembre, rue de Grenelle.

Des points de vue irréconciliables

La Première ministre a pris soin d'insister sur la volonté gouvernementale de « discuter » dans la dernière phase. Mais chacun le sait bien : la CFDT comme la CGT, FO, la CFE-CGC, la FSU et l'UNSA rejettent la possibilité évoquée encore vendredi par Olivier Dussopt d'un relèvement de l'âge légal à 64 ans avec une accélération de la hausse du nombre de trimestres pour bénéficier d'une retraite à taux plein, **envisagée par le Sénat**. Une possibilité qu'exclut la présidente des députés Renaissance Aurore Bergé qui a plaidé dimanche pour le scénario dur, estimant nécessaire de « tenir sur le fait qu'il faut aller jusqu'à 65 ans ».

LIRE AUSSI :

- **Emmanuel Macron tente de reprendre la main sur les réformes**

Les points de vue apparaissent irréconciliables : les organisations de salariés contestent le principe même d'un relèvement de l'âge légal de retraite mais aussi la lecture que fait le gouvernement du dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) concernant les perspectives financières du système de retraite. La question n'est donc pas de savoir si les syndicats vont mobiliser, mais quand.

Risque d'impopularité avant Noël

Le sujet sera bien sûr abordé lors de la réunion intersyndicale qui aura lieu ce lundi en fin de journée au siège de la FSU. Mais une initiative commune avant Noël est exclue pour de nombreuses raisons, dont le risque de l'impopularité d'une telle initiative et la nécessité de rassembler le plus massivement possible, sachant que les directions syndicales et leurs leaders ont largement déjà sillonné la France, à l'occasion notamment des élections dans la fonction publique.

Pas question de confondre vitesse et précipitation. La réunion de ce lundi ne débouchera pas sur une date, mais, en réponse aux expressions de l'exécutif, les syndicats devraient rappeler leur opposition commune au relèvement de l'âge de la retraite et se donner un nouveau rendez-vous à l'annonce de la réforme. C'est alors que devrait être décidée une date de mobilisation qui pourrait se situer autour de la date de présentation du projet en conseil des ministres, prévue tout début janvier.

Leïla de Comarmond